

# COMMUNIQUÉ

# #Artisanat / #Bâtiment

## La CAPEB appelle les dirigeants politiques à répondre rapidement aux attentes des artisans du bâtiment !

Dans un contexte d'exaspération croissante des entreprises artisanales du bâtiment, la CAPEB monte au créneau et interpelle les dirigeants politiques quant à leurs responsabilités en lançant une action coup de poing avec sa campagne « Nous prenons nos responsabilités. Et vous ? »

L'incompréhension des artisans du bâtiment est grande, tout autant que leur sentiment de ne pas être considérés à la hauteur de leur rôle dans l'économie et la société. Pourtant, les mesures qu'ils demandent ont fait l'objet d'arbitrages favorables et n'attendent qu'une traduction réglementaire ou législative, et ce depuis de nombreux mois. Malgré cet immobilisme, les entreprises artisanales du bâtiment continuent à agir au quotidien au profit de l'intérêt général. Elles demandent aujourd'hui que cesse le report systématique de la mise en œuvre de ces mesures tant attendues et rappellent aux membres du Gouvernement et du Parlement qu'ils ont la responsabilité d'agir sans plus tarder !

Tout au long de l'année 2024, l'activité des entreprises artisanales du bâtiment a connu un recul constant et inquiétant. Pourtant, les entreprises continuent, tant bien que mal, à assumer leur rôle dans les territoires.

En 2024, les 620 000 entreprises artisanales du bâtiment (5 100 en Saône-et-Loire), représentant 97 % du secteur, ont formé 60 000 apprentis (600 en Saône-et-Loire) et accueilli 115 000 stagiaires, assurant ainsi une part importante de la formation professionnelle dans le bâtiment, indispensable à la pérennité des métiers et des entreprises. Elles ont également préservé leurs 520 000 emplois (9300 en Saône-et-Loire). Par ailleurs, elles ont aussi contribué aux objectifs de rénovation énergétique des logements (plus de 172 000 gestes simples réalisés au 30 septembre 2024) et ont maintenu une activité de proximité (40 % du chiffre d'affaires du bâtiment et 50 % des travaux d'entretien-amélioration), indispensable à la vitalité des territoires.

Ce bilan devrait, à leurs yeux, susciter une plus grande écoute de leurs besoins et attentes pour améliorer leur quotidien de chefs d'entreprise, au bénéfice de l'intérêt général. À l'exception d'un décret positif signé à quelques heures de la démission du gouvernement Barnier en faveur de la stabilité du dispositif de MaPrimeRénov' en 2025, les propositions de bon sens présentées par la CAPEB pâtissent depuis plusieurs mois du climat d'incertitude engendré par la dissolution de l'Assemblée nationale. Bien que ces propositions aient fait l'objet d'arbitrages favorables sous le gouvernement de Gabriel Attal, elles se heurtent désormais à une certaine inertie politique. Pourtant, elles se distinguent par leur exemplarité : concrètes, elles n'alourdissent pas le

budget de la nation, génèrent de nouvelles rentrées fiscales par l'activité qu'elles créent et servent l'intérêt général.

Pire, le projet de budget 2025, qui était examiné ces dernières semaines au Parlement, pénalisait l'apprentissage, essentiel pour l'avenir des TPE du bâtiment et l'attractivité des métiers, et impactait l'activité des entreprises artisanales du bâtiment en matière de rénovation énergétique. C'est pourquoi la CAPEB appelle à l'adoption d'un budget 2025 responsable qui prend en compte les TPE du bâtiment et la concrétisation des mesures promises.

*« La patience des artisans du bâtiment a atteint ses limites. Malgré leur rôle essentiel dans nos territoires, leurs attentes restent sans réponses concrètes et leurs difficultés amplifiées par l'immobilisme politique. Après des mois d'attente et de promesses non tenues, il est temps que nos politiques, et au premier rang desquels les membres du prochain gouvernement, prennent leurs responsabilités. Nous avons prouvé notre engagement pour la formation, la rénovation énergétique et l'économie des territoires. Aujourd'hui, nous lançons un cri d'alarme : les artisans demandent des actes, pas des promesses. Les mesures promises doivent être mises en œuvre, sans délai, pour garantir la pérennité de nos entreprises et des emplois. » – Denis GUIGUE, Président de la CAPEB 71*

## > L'Artisanat du Bâtiment : le poids lourd du secteur de la construction en Saône-et-Loire !

La CAPEB 71 (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) est l'organisation professionnelle représentative des artisans du bâtiment. Elle défend, représente et promeut les intérêts des **5 153** entreprises artisanales du bâtiment de Saône-et-Loire.

- **3 121** artisans « classiques » en Saône-et-Loire + **1 970** Micro Entrepreneurs = **5 091 (99 %)** entreprises > **621 803 (avec ME) en France = 99 % des entreprises du bâtiment**
- **3 376** entreprises sans salariés (66,4 %) et **1 715** artisans employeurs (33,6 %)
- **9 016** salariés BTP en Saône-et-Loire (hors intérim), dont **6 000** salariés dans l'artisanat du bâtiment (**722 803**) salariés en France = 60 % des salariés de la branche
- **600** apprentis en Saône-et-Loire (**61 254** apprentis en France = 70 % des apprentis du bâtiment)
- **86** milliards de chiffre d'affaires = 60 % du chiffre d'affaires du bâtiment
- La CAPEB 71 compte **1 240** Adhérents en Saône-et-Loire, **26** Administrateurs et **10** collaborateurs permanents

### Contact presse

Emmanuel LEBLANC | Secrétaire Général CAPEB 71

03.85.90.97.70

[e.leblanc@capeb71.fr](mailto:e.leblanc@capeb71.fr)

[saoneetloire@u2p-france.fr](mailto:saoneetloire@u2p-france.fr)

[www.capeb71.fr](http://www.capeb71.fr)



Denis GUIGUE  
Président de la CAPEB 71